

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN**

**PROCÉDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**DEVELOPPEMENT ET ACQUISITION D'UN OUTIL MEDICO-LEGAL NUMERIQUE EN
REALITE VIRTUELLE, DESTINE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE
DOMAINE MEDICO-LEGAL ET JUDICIAIRE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	3
1.1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC	3
1.2 - ALLOTISSEMENT	3
1.3 - PROCEDURE ET FORME DU MARCHE PUBLIC.....	3
1.4 - MODIFICATIONS AU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	3
2.1 - DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2.2 - DELAIS D'EXECUTION	3
2.3 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	3
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
3.1 - RELATIVES AUX CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	4
3.2 - RELATIVES A LA DISCRETION.....	4
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	5
ARTICLE 7 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS.....	5
ARTICLE 8 - RESPONSABILITE	5
8.1 - ACCES – CONSIGNES.....	5
8.2 - ASSURANCES	6
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	6
9.1 - CONTENU DES PRIX.....	6
9.2 - CLAUSE DE REVISION DES PRIX	6
ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	6
10.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE	6
10.2 - CONDITIONS DE REGLEMENT	7
ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD.....	8
ARTICLE 12 - RESILIATION.....	8
ARTICLE 13 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHE	8
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	8
ARTICLE 15 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	9
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

1.1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet le développement et l'acquisition d'un outil médico-légal numérique en réalité virtuelle, destiné à la formation professionnelle dans le domaine médico-légal et judiciaire.

1.2 - Allotissement

Le marché public est unique.

1.3 - Procédure et forme du marché public

1.3.1 Type de Marché Public

Le marché public est un marché de fournitures.

1.3.2 Procédure de passation

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-2 à -2 et R.2161-1 à -5 du code de la commande publique.

1.3.3 Forme du marché public et des prix

Le marché public est ordinaire.

Le marché public est conclu à prix global et forfaitaire, tel que précisé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

1.3.4 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché public ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

1.4 - Modifications au marché public

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 - Durée du Marché Public

Le marché public est conclu pour une période allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à la fin de la période de garantie (un an).

2.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués par le titulaire dans son mémoire technique.

A ce titre, le titulaire remet un calendrier détaillé pour l'exécution des prestations objets du présent marché.

2.3 - Prolongation des délais d'exécution

Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés à l'article 2.2.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CHU Rouen Normandie afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Relatives aux changements affectant le Titulaire

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

3.2 - Relatives à la discrétion

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU Rouen Normandie, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché, et en aviser sans délai le CHU Rouen Normandie de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation du CHU Rouen Normandie les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU Rouen Normandie, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit du CHU Rouen Normandie.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU Rouen Normandie peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ;
2. La décomposition du prix global et forfaitaire ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
6. Le mémoire technique du titulaire, comprenant un calendrier d'exécution des prestations.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les livrables attendus figurent au CCTP.

ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Par dérogation aux articles 30 à 33 du CCAG-TIC, les opérations de vérification se déroulent comme indiqué ci-après :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au CHU Rouen Normandie de contrôler pour chaque bon de commande notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC.

ARTICLE 7 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-TIC.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au CHU Rouen Normandie de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées au présent marché.

Le CHU Rouen Normandie bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire du marché.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

8.1 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

8.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

9.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix du marché figure à l'acte d'engagement et à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application des prix figurant à la décomposition du prix global et forfaitaire.

9.2 - Clause de révision des prix

Sans objet.

ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

10.1 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.

- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la dénomination précise des prestations effectuées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations effectuées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est **RECH** et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le 267 601 680 000 15.

10.2 - Conditions de règlement

10.2.1 Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie, après versement d'une subvention du fond européen de développement régional (FEDER) de la Région Normandie d'un montant de 190 000 € HT.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

10.2.2 Facturation

Les modalités de facturation sont les suivantes :

- Première facturation : à la livraison du premier environnement opérationnel, à hauteur du 25 % du montant du marché ;
- Dernière facturation : à la réception sans réserve des prestations objets du présent marché.

10.2.3 Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché public lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 25 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

10.2.4 Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame la Comptable publique du Centre Hospitalier Universitaire de Rouen.

10.2.5 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

10.2.6 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Il est fait application du chapitre 8 du CCAG-TIC.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHE

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-TIC pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-TIC
Article 4	Article 4.1
Article 6	Articles 30 à 33
Article 11	Articles 14 et 14.1.3